

Le déploiement d'Office 365, tant au secondaire I qu'au secondaire II pose des problèmes très importants. Liste non-exhaustive:

- Office 365 porte en lui l'exposition permanente de tout ce que nous faisons parvenir à nos collègues, aux élèves, et donc à leur parents, ainsi qu'à la hiérarchie. Il est urgent que des règles d'utilisation soient définies pour ne pas laisser la machine envahir l'entier de l'enseignement.
- En même temps, cet outil doit permettre de faire ce que nous faisons depuis longtemps déjà, à savoir échanger, en particulier par mail, entre professionnel.le.s, mais aussi avec les parents, au sujet des élèves, de leurs apprentissages et de leurs difficultés. Or, pour l'enseignement obligatoire du moins, les conditions relatives aux données personnelles des élèves (que les enseignant.e.s ont été appelé.e.s à attester de la prise de connaissance) sont telles qu'elles rendent la nouvelle adresse professionnelle totalement inutile, puisqu'on ne peut plus rien y échanger. Pire, le ton est à la limite menaçant pour les contrevenant.e.s. Nous exigeons de disposer d'une adresse électronique professionnelle qui permette de communiquer de manière sécurisée des informations concernant les élèves. Nous ne souhaitons pas que soit développé encore un outil supplémentaire pour cela, nous en avons déjà trop.
- Au secondaire II, c'est au contraire une faille de sécurité qui nous a interpellé en début d'année. Les mots de passe des enseignant.e.s ont été dans un premier temps impossibles à modifier par les utilisateurs.trices, tout en étant connus par des tiers (directions, responsables informatiques). C'est une violation grave des règles élémentaires de sécurité. Cela implique que des documents et messages personnels d'enseignant.e.s ont été accessibles pour des tiers. Ce n'est pas acceptable et cela témoigne d'une certaine forme d'amateurisme dans le déploiement de l'outil.

Cela étant, quoi qu'on pense de l'enseignement du et avec le numérique, les enseignant.e.s sont de fait déjà tenu.e.s de disposer d'un équipement personnel performant pour effectuer ne serait-ce que les tâches administratives (saisie informatique des absences et notes des élèves). La SVMS et SUD-Education lanceront une action à la rentrée d'automne sur ce thème. Message au DFJC: inutile de vouloir nous distribuer des tablettes, qui ne sont pas des instruments de travail sérieux. C'est du gaspillage et cela ne répond pas à notre revendication.